

RCS : ANGERS
Code greffe : 4901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00430
Numéro SIREN : 792 047 037
Nom ou dénomination : IN EXTENSO CENTRE OUEST

Ce dépôt a été enregistré le 17/01/2019 sous le numéro de dépôt 3598

IN EXTENSO CENTRE OUEST
Société Anonyme au capital de 27.282.606 €
Siège social : CHOLET (49300) 8, rue Eugène Brémond
792 047 037 RCS ANGERS
(la « Société »)

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 15 novembre 2018**

Extrait du PROCES-VERBAL

Le 15 novembre deux mille dix-huit, à huit heures ;

Les administrateurs de la société « IN EXTENSO CENTRE OUEST » se sont réunis sur convocation du Président du Conseil d'Administration, par voie de téléconférence, conformément au règlement intérieur du Conseil d'Administration, sur l'ordre du jour suivant :

EXAMEN ET APPROBATION DU PROJET DE FUSION ACA

Le Président rappelle les motivations qui ont conduit à ce projet d'absorption de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE, étant observé que la société IN EXTENSO CENTRE OUEST détient 100 % du capital de la société qui serait absorbée.

Il précise que ces opérations doivent être analysées comme des restructurations internes et qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'une rationalisation conduisant à simplifier et alléger la structure du groupe IN EXTENSO CENTRE OUEST.

Le Président expose ensuite les modalités selon lesquelles serait effectuée cette opération, telles qu'elles sont déterminées dans le projet de traité de fusion et ses annexes dont il donne lecture.

Il résulte de ce projet que l'évaluation des apports a été réalisée sur la base des comptes annuels clos le 31 mai 2018.

Les éléments d'actif et de passif sont apportés, par absorption de la société ACA par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, à la valeur à laquelle ils figurent dans les comptes de la société ACAR arrêtés au 31 mai 2018.

Il résulte de cette évaluation que l'actif net apporté par ACA s'élève à **916 950 euros**.

La valeur des cent actions de ACA, détenues par notre société étant de 2 406 329 €, il serait donc constaté un mali de fusion de (1 489 379) euros.

La réalisation définitive de cette fusion interviendrait le 31 décembre 2018 avec un effet rétroactif fiscal et comptable au 1^{er} juin 2018.

Le Président indique au Conseil que lors des réunions du 27 avril 2018 et 23 octobre 2018, le Comité Social et Economique de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST a été régulièrement consulté sur ce projet de fusion et a exprimé un avis favorable à cette opération.

Le Président rappelle enfin au Conseil d'Administration que, dans la mesure où la Société détient 100% du capital de la société devant être absorbée, cette fusion ne nécessite pas la réunion d'une assemblée générale extraordinaire de la société absorbante.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité le projet de fusion de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST et le traité de fusion.

Le Conseil d'Administration décide d'habiliter spécialement son Directeur Général, Monsieur Jean-François TROUILLARD, à l'effet de :

- Conclure et signer le traité de fusion par absorption de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, étant précisé qu'il pourra, le cas échéant, y apporter toute modification ou complément qu'il jugerait utile ;
- Procéder à toutes les opérations nécessaires à la réalisation définitive de cette fusion, notamment négocier les charges et conditions, constater la réalisation des conditions suspensives, stipuler toutes les conditions utiles à la réalisation de la fusion ;
- Remplir toutes formalités de publicité et dépôt du projet de fusion ;
- Signer la déclaration de régularité et de conformité prévue par l'article L 236-6 du Code de Commerce ;
- Signer tous actes et documents, avec faculté de substitution à l'effet d'effectuer toutes formalités de publicité prévues par la loi et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire en vue de la réalisation de cette fusion.

POUVOIRS A DONNER

Le Conseil d'Administration donne tous pouvoirs à son Président et à toute personne désignée par lui à l'effet de prendre toutes mesures utiles pour la mise en œuvre des présentes décisions.

Pour extrait certifié conforme à l'original

Le Directeur Général
Jean-François TROUILLARD

A large, stylized handwritten signature in black ink, which appears to be 'J. Trouillard', is written over the printed name of the Director General.

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ANGERS

19 RUE RENE ROUCHY - BP 80003
49055 ANGERS CEDEX 02
sur le site : www.infogreffe.fr

TEL : 02.41.87.89. (30 ou 31)

RECEPISSE DE DEPOT

IN EXTENSO CENTRE OUEST

BP 40007

8 RUE EUGENE BREMOND

49308 CHOLET CEDEX

V/REF : nicolas menard

N/REF : 2013 B 430 / 2019-A-3598

Le greffier du tribunal de commerce d'Angers certifie qu'il a reçu le 17/01/2019, les actes suivants :

Déclaration de conformité en date du 03/01/2019

Procès-verbal du conseil d'administration en date du 15/11/2018

- Approbation du projet de traité de fusion simplifiée prévoyant l'absorption de la société AUDIT
CONSEIL ATLANTIQUE PAR LA SOCIETE IN EXTENSO CENTRE OUEST

Traité de fusion en date du 16/11/2018

- Fusion absorption

Concernant la société

IN EXTENSO CENTRE OUEST

Société anonyme à conseil d'administration

8 rue Eugène Brémond

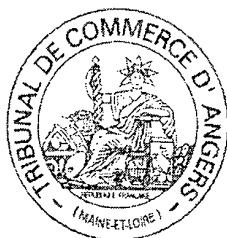
49300 Cholet

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2019-A-3598 le 17/01/2019

R.C.S. ANGERS 792 047 037 (2013 B 430)

Fait à ANGERS le 17/01/2019,

LE GREFFIER



M. Menard

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

DE LA FUSION DES SOCIETES

IN EXTENSO CENTRE OUEST

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 27.282.606 euros

Siège social : 8 rue Eugène Brémond – 49300 Cholet

792 047 037 RCS Angers

ET

AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE

Société par action simplifiée au capital de 100 000 euros

Siège social : 8 rue Eugène Brémond – 49300 Cholet

433 642 683 RCS Angers

Le soussigné

Monsieur Jean-François TROUILLARD, demeurant à Montreuil-sur-Loir, 22 bis Chemin des Hauts, agissant en qualité de :

- Directeur Général de la société **IN EXTENSO CENTRE OUEST**, Société Anonyme au capital de 27.282.606 euros, dont le siège social est 8 rue Eugène Brémond – 49300 Cholet, immatriculée sous le numéro 792 047 037 RCS Angers, au tableau de l'Ordre des Experts Comptables des Pays de Loire et à la Compagnie des Commissaires aux comptes d'Angers, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 15 novembre 2018,

Et

Président de la société **AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE**, Société par Actions Simplifiée au capital de 100 000 euros, dont le siège social est 8 rue Eugène Brémond – 49300 Cholet, immatriculée sous le numéro 433 642 683 RCS Angers, dûment habilité à l'effet des présentes par décision de l'Associé Unique en date du 6 novembre 2018,

Préalablement à la déclaration de régularité et de conformité relative à la fusion par absorption de la société **AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE** par la société **IN EXTENSO CENTRE OUEST**, a exposé ce qui suit :

EXPOSE

1. Le projet de traité de fusion de la société **AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE** par la société **IN EXTENSO CENTRE OUEST** a été signé par leur dirigeant respectif suivant acte sous seing privé en date à Cholet du 16 novembre 2018. Ce projet de traité indiquait, notamment :
 - La forme, la dénomination et le siège social des sociétés participantes,
 - Les motifs, buts et conditions de la fusion,



- La date à laquelle ont été arrêtés les comptes de deux sociétés en vue d'établir les conditions de la fusion,
- La composition détaillée ainsi que l'évaluation de l'actif et du passif de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE apportés à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST,
- La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée seraient, du point de vue comptable, considérées comme accomplies par la société bénéficiaire des accords,
- La date à laquelle ont été arrêtés les comptes des sociétés IN EXTENSO CENTRE OUEST et AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE utilisés pour établir les conditions de l'opération,
- Le montant prévu du mali de fusion.

Il précisait aussi que la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE se trouverait dissoute du seul fait et au jour de la réalisation de la fusion.

Il est en outre précisé que la société IN EXTENSO CENTRE OUEST ayant détenu, dans les conditions prévues par l'article L 236-11 du Code de Commerce, la totalité des actions de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE, il n'y a eu ni à approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire de AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE, société absorbée, ni approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire de IN EXTENSO CENTRE OUEST, société absorbante, ni établissement des rapports prévus par les articles L 239-9 et L 236-10 du Code de Commerce.

2. Un exemplaire du projet de fusion a été déposé le 16 novembre 2018 au greffe du Tribunal de Commerce d'Angers pour chacune des sociétés fusionnantes et enregistré le 19 novembre 2018 sous le numéro 2018-A-30525 pour la société IN EXTENSO CENTRE OUEST et enregistré le 19 novembre 2018 sous le numéro 2018-A-30526 pour la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE.
3. Les avis relatifs au projet de fusion ont été insérés dans le BODACC n°224A du 23 novembre 2018. La publication de ces avis n'a été suivie d'aucune opposition à la fusion émanant de créanciers sociaux.
4. En application de l'article L 236-11 du Code de Commerce, la fusion n'a pas été soumise à l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire de la société absorbante. Il n'a été formulé aucune opposition à cette fusion qui a pris effet le 31 décembre 2018. ✕

La réalisation définitive de cette fusion a entraîné la dissolution immédiate, sans liquidation, de AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE, société absorbée.

5. Les avis prévus par l'article R 210-9 du Code de Commerce, tant en ce qui concerne la fusion par absorption de AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE société absorbée par IN EXTENSO CENTRE OUEST société absorbante, qu'en ce qui concerne la dissolution sans liquidation de AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE société absorbée, ont été publiés dans journal d'annonces légales Haut Anjou le 4 janvier 2019.
6. Sont déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Angers, à l'appui de la présente déclaration de conformité : un exemplaire du traité de fusion pour la société IN EXTENSO CENTRE OUEST et un exemplaire du traité de fusion pour la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE.



Cet exposé étant fait, il est passé à la déclaration ci-après.

DECLARATION

Le soussigné déclare que :

- La fusion des sociétés IN EXTENSO CENTRE OUEST et AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE, par absorption de AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE par IN EXTENSO CENTRE OUEST, a été régulièrement réalisée, conformément à la loi et aux règlements,
- La société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE est définitivement dissoute, sans liquidation.


Un exemplaire de la présente déclaration sera déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d'Angers pour la société IN EXTENSO CENTRE OUEST et un autre exemplaire, au même Greffe, pour la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE.

Sera également joint un exemplaire du Journal d'annonces légales.

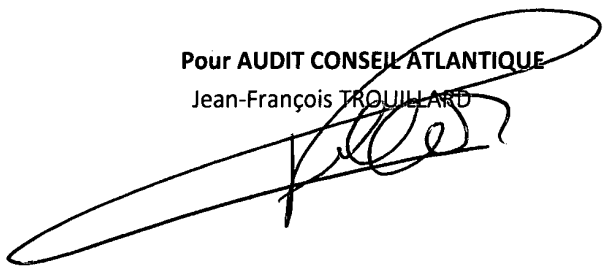
La présente déclaration est établie conformément aux prescriptions de l'article L 236-6, alinéa 3, du Code de Commerce.

Fait le 3/01/ 2019
A Cholet
En quatre exemplaires

Pour IN EXTENSO CENTRE OUEST
Jean-François TROUILLARD



Pour AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE
Jean-François TROUILLARD



FUSION ABSORPTION
DE LA SOCIETE AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE
PAR LA SOCIETE IN EXTENSO CENTRE OUEST

Entre les soussignées :

- **IN EXTENSO CENTRE OUEST**

Société Anonyme au capital de 27.282.606 euros, dont le siège social est 8 rue Eugène Brémond – 49300 Cholet, immatriculée sous le numéro 792 047 037 RCS Angers, au tableau de l'Ordre des Experts Comptables des Pays de Loire et à la Compagnie des Commissaires aux comptes d'Angers,

Représentée par son Directeur Général, Monsieur Jean-François TROUILLARD, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 15 novembre 2018

ci-après dénommée IECO ou la Société Absorbante

D'une part,

Et

- **AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE**

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 100 000 euros, dont le siège social est 8 rue Eugène Brémond – 49300 Cholet, immatriculée sous le numéro 433 642 683 RCS Angers,

Représentée par son Président, Monsieur Jean-François TROUILLARD, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération des Associés en date du 6 novembre 2018

Ci-après dénommée AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE ou la Société Absorbée

D'autre part,

Préalablement à la convention de fusion faisant l'objet du présent acte, il a été exposé ce qui suit :

CHAPITRE I – PRESENTATION GENERALE

I - Caractéristiques des sociétés

A - Caractéristiques de la Société Absorbante : la société IN EXTENSO CENTRE OUEST

1. Aux termes de ses statuts constitutifs, la société IN EXTENSO CENTRE OUEST a été créée sous forme d'une Société anonyme à conseil d'administration et immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Angers le 21 mars 2013.
2. La Société Absorbante a pour objet, ainsi qu'il résulte de ses statuts :
 - l'exercice de la profession d'expert-comptable, dès son inscription au tableau de l'Ordre des experts-comptables ;
 - l'exercice de la profession de commissaire aux comptes, dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes ;
 - la prise de participations dans toutes sociétés d'expertise comptable et/ou de commissariat aux comptes par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement et la gestion desdites participations.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

3. La Société Absorbante a une durée de 99 ans, qui a commencé à courir le 21 mars 2013 et se terminera le 20 mars 2112.
4. Son capital social est fixé à la somme de VINGT SEPT MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLE SIX CENT SIX EUROS (27.282.606 euros). Il est divisé en vingt-sept millions deux cent quatre-vingt-deux mille six cent six (27.282.606) actions de même catégorie entièrement libérées.
5. La Société Absorbante n'a pas émis d'obligations ou de valeurs mobilières composées. Elle ne fait pas appel public l'épargne.
6. Son siège social est fixé à Cholet (49300), 8 rue Eugène Brémond.

B - Caractéristiques de la Société Absorbée : la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE

1. La société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE a été constituée sous la forme d'une SARL le 25 septembre 2000 à Royan. Elle a été transformée en société par actions simplifiée suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 10 septembre 2011.
2. La Société Absorbée a pour objet ainsi qu'il résulte de ses statuts :
 - l'exercice de la profession d'expert-comptable ;
 - l'exercice de prestations comptables et de toutes prestations accessoires ;
3. La Société Absorbante a une durée de 99 ans, qui a commencé à courir le 28 novembre 2000.
4. Son capital social est fixé à la somme de CENT MILLE EUROS (100 000 euros). Il est divisé en dix mille (10 000) actions, entièrement libérées et de même catégorie.
5. La Société Absorbée n'a pas émis d'obligations ou de valeurs mobilières composées. Elle ne fait pas appel public l'épargne.
6. Son siège social est fixé à Cholet (49300), 8 rue Eugène Brémond.

C. Liens entre les Sociétés

1. La Société Absorbante détient 100 % du capital de la Société Absorbée.
2. La Société Absorbée, AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE, ne détient aucune action dans le capital de la Société Absorbante, IN EXTENSO CENTRE OUEST.
3. Monsieur Jean-François TROUILLARD est Directeur Général de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, et Président de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE.

II – Motifs et buts de la fusion

La fusion par absorption de la Société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation interne au groupe IN EXTENSO, l'existence distincte de deux entités juridiques ne se justifiant plus à ce jour.

Il est en outre apparu opportun, compte tenu du fait que IN EXTENSO CENTRE OUEST est l'Associé Unique de AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE et de la similitude de leurs activités, de réunir en une seule entité les sociétés AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE et IN EXTENSO CENTRE OUEST par voie d'absorption de la première par la seconde.

Cette opération permettra en outre une réduction des coûts de gestion de ces sociétés et une simplification de l'organigramme du groupe.

III – Comptes servant de base à la fusion.

Les termes et conditions du présent traité de fusion sont établis par les deux sociétés soussignées sur la base de leurs comptes arrêtés au 31 mai 2018, date de clôture du dernier exercice social de chacune des deux sociétés.

Les comptes de la Société Absorbante ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de celle-ci le 6 septembre 2018 et ont été soumis à l'approbation des actionnaires le 26 octobre 2018.

Les comptes de la Société Absorbée ont été soumis à l'approbation de l'Associé Unique le 26 octobre 2018.

Les derniers comptes annuels approuvés des deux sociétés se rapportant à un exercice dont la fin est antérieure de moins de six mois à la date des présentes, il n'a pas été établi d'état comptable intermédiaire pour chaque société.

IV – Méthodes d'évaluation

Les éléments d'actif et de passif sont apportés, par absorption de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, à la valeur à laquelle ils figurent dans les comptes de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE arrêtés au 31 mai 2018.

CHAPITRE II – APPORT-FUSION

I – Dispositions préalables

La société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE apporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, et sous les conditions suspensives ci-après exprimées, à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, l'ensemble des biens, droits et obligations, actifs et passifs, existant chez elle au 31 mai 2018. Il est précisé que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif.

Le patrimoine de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE sera dévolu à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, Société Absorbante, dans l'état où il se trouvera le jour de la réalisation définitive de la fusion.

II – Apports de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE

A – Actif apporté

1. Immobilisations incorporelles	
Concessions, licences	2 416 euros
Fonds de commerce	492 363 euros
2. Immobilisations corporelles	
Constructions	46 731 euros
Autres immobilisations corporelles	22 607 euros
3. Immobilisations financières	
Autres titres immobilisés	7 044 euros
Autres immobilisations financières	11 605 euros
4. Créances	
Créances clients et comptes rattachés	435 786 euros
Autres créances	76 284 euros
5. Divers actif circulant	
Valeurs mobilières de placement	300 000 euros
Disponibilités	723 156 euros
Charges constatées d'avance.	25 571 euros
 Soit un montant d'actif net comptable de	 2 143 563 euros

Les biens représentatifs de l'actif immobilisé et de l'actif circulant sont apportés sur la base de leurs valeurs nettes comptables au 31 mai 2018, correspondant à leurs valeurs d'origine diminuées des amortissements et provisions.

B – Passif pris en charge

Le passif exigible tel qu'il ressort du bilan au 31 mai 2018, savoir :

Provisions pour charges	10 260 euros
Dettes financières diverses.	203 681 euros
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	350 513 euros
Dettes fiscales et sociales	285 618 euros
Autres dettes	1 221 euros
Produits constatés d'avance	375 320 euros
 Soit un montant de passif apporté de	 1 226 613 euros

Il est précisé, en tant que besoin, qu'il n'existe aucun engagement hors bilan.

C – Actif net apporté

L'actif apporté étant de 2 143 563 euros
Passif pris en charge de 1 226 613 euros

**L'actif net apporté à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST par
la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE s'élève ainsi à 916 950 euros**

III – Rémunération de l'apport-fusion et absence d'augmentation de capital

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, l'actif net apporté par la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST s'élève à neuf cent seize mille neuf cent cinquante euros (916 950 €).

La société IN EXTENSO CENTRE OUEST étant propriétaire de la totalité des DIX MILLE actions de la Société Absorbée et s'engageant à les conserver jusqu'à la réalisation définitive de la fusion et un échange de droits sociaux étant impossible, il ne sera procédé conformément à l'article L236-3 du Code de Commerce à la création d'aucun titre nouveau à titre d'augmentation de capital de la Société Absorbante.

IV – Mali de fusion

La valeur des actions de la Société Absorbée détenue par la Société Absorbante retenue dans le présent traité étant de neuf cent seize mille neuf cent cinquante euros (916 950 €) et la valeur comptable de ces actions dans les livres de la Société Absorbée étant de deux millions quatre cent six mille trois cent vingt-neuf euros (2 406 329 €), la différence soit un million quatre cent quatre-vingt-neuf mille trois cent soixante-dix-neuf euros (1 489 379 €) constitue le mali de fusion.

V – Propriété et jouissance

La société IN EXTENSO CENTRE OUEST sera propriétaire des biens apportés à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion. Elle en aura la jouissance à compter rétroactivement du 1^{er} juin 2018.

Il est expressément stipulé que les opérations, tant actives que passives, engagées par la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE depuis le 1^{er} juin 2018 jusqu'au jour de la réalisation de la fusion, seront considérées comme l'ayant été par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST.

Les comptes de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE afférents à cette période seront remis à la Société Absorbante par le Président de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE.

Enfin la Société Absorbante sera subrogée purement et simplement, d'une manière générale, dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la Société Absorbée, dans la mesure où ces droits actions, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

CHAPITRE III – CHARGES ET CONDITIONS

Les biens apportés sont libres de toutes charges et conditions autres que celles ici rappelées :

I – Enoncé des charges et conditions

A – La société IN EXTENSO CENTRE OUEST prendra les biens apportés par la Société Absorbée dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation de la fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE pour quelque cause que ce soit, et notamment pour erreur dans la désignation ou la consistance des biens quelle qu'en soit l'importance.

B – Ainsi qu'il a déjà été dit, les apports de la Société Absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la Société Absorbante de payer l'intégralité du passif de la Société Absorbée, tel qu'énoncé plus haut, et d'une manière générale, tel que ce passif existera au jour de la réalisation définitive de la fusion projetée.

Il est précisé que le montant ci-dessus indiqué du passif de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE à la date du 31 mai 2018, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin la Société IN EXTENSO CENTRE OUEST prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs ayant une cause antérieure au 31 mai 2018, mais qui ne se révéleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

II – L'absorption est en outre faite sous les charges et conditions suivantes :

A – La Société Absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, aux lieux et places de la Société Absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

B – La société IN EXTENSO CENTRE OUEST supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, les impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.

C – La société IN EXTENSO CENTRE OUEST exécutera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, tous traités, marchés ou conventions intervenus avec des tiers, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la Société Absorbée.

D – Elle se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

E - La société IN EXTENSO CENTRE OUEST sera subrogée, à compter de la date de réalisation définitive de la fusion, dans le bénéfice et la charge des contrats de toute nature liant valablement la Société Absorbée à des tiers pour l'exploitation de son activité.

Elle fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE s'engageant, pour sa part, à entreprendre chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

La Société IN EXTENSO CENTRE OUEST sera donc substituée à la Société Absorbée en ce qui concerne toutes retraites, comme tous compléments de retraites susceptibles d'être dus, ainsi que tous avantages et autres charges en nature ou en espèces, y compris les congés payés, ainsi que toutes charges sociales et fiscales y afférentes.

III – La Société Absorbée prend les engagements suivants :

A – La Société Absorbée s'oblige, jusqu'à la date de réalisation de la fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité en bon professionnel et à ne rien faire, ni laisser faire, qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la Société Absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles de l'apport sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée.

B – Elle s'oblige à fournir à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports, et l'entier effet des présentes conventions. Elle devra notamment, à première réquisition de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

C – Elle s'oblige à remettre et à livrer à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST aussitôt après la réalisation définitive des présents apports, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

CHAPITRE IV – CONDITIONS SUSPENSIVES – REALISATION DEFINITIVE DE LA FUSION

La réalisation définitive de la fusion interviendra sous réserve de la réalisation de l'intégralité des conditions suspensives suivantes :

1. L'obtention de l'autorisation des propriétaires des locaux d'exploitation de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE qui ne seraient pas volontairement soumis au statut des baux commerciaux, pour le transfert des baux portant sur ces locaux au profit de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST.
2. L'absence de révélation de contrats conclus intuitu personae liant la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE, au titre desquels les cocontractants de cette dernière s'opposeraient au transfert desdits contrats au profit de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST.

3. L'obtention de la mainlevée de toutes sûretés et garanties pouvant empêcher la fusion.
4. L'obtention de l'accord de tous les créanciers de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE disposant d'une clause de déchéance du terme en cas de réalisation d'une fusion.
5. Alternativement : (i) l'absence de demande de désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée par un ou plusieurs actionnaires réunissant plus de 5% du capital de la Société Absorbante avant le 31 décembre 2018, ou (ii) en cas de demande de désignation d'un tel mandataire dans ce délai, de l'approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante.

Faute de réalisation des conditions ci-dessus, le 31 décembre 2018 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de délai, considérées comme nulles et non avenues.

Conformément aux dispositions de l'article L 236-11 du Code de Commerce dans sa rédaction issue de la Loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, la réalisation définitive de la fusion par voie d'absorption de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE interviendra sans que l'assemblée générale de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST doive approuver la fusion, sauf si un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins 5% du capital sollicitent en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin qu'elle se prononce sur l'approbation de la fusion.

En conséquence, sous réserve de la réalisation ou de la renonciation aux conditions suspensives visées aux paragraphes 1 à 4 ci-dessus, la fusion sera définitivement réalisée et la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE se trouvera dissoute de plein droit :

Soit le 31 décembre 2018, date conventionnellement fixée par les parties, dans l'hypothèse visée dans la condition 5 (i) ;

Soit dans l'hypothèse visée dans la condition 5 (ii), à la date retenue par la décision de l'assemblée générale de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST qui approuvera la fusion en cas de désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée par un ou plusieurs associés réunissant plus de 5% du capital.

La réalisation définitive de la fusion sera, de même que la réalisation des conditions suspensives, valablement constatée par le dépôt au greffe de la déclaration de régularité et de conformité prescrite par l'article L.236-6 du Code de commerce ainsi que par tous autres moyens appropriés.

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation du fait de la transmission à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST de la totalité de l'actif et du passif de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE.

CHAPITRE V – DECLARATIONS GENERALES

La Société Absorbée déclare :

- Qu'elle n'est pas en situation de cessation des paiements ;
- Qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;

- Qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés ;
- Que les créances et valeurs mobilières apportées ne sont grevées d'aucun nantissement ;
- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation ;
- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de nantissement ainsi qu'en attestent les états requis du Greffe du Tribunal de commerce d'Angers en date du 14/11/2018 (*Annexe 3*) ;
- Que tous les livres de comptabilité qui se réfèrent aux exercices clos les 31 mai 2016, 31 mai 2017 et 31 mai 2018 ont fait l'objet d'un inventaire entre les Parties qui les ont visés ;
- Que la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE s'oblige à remettre et livrer à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, aussitôt après la réalisation définitive de la fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.

CHAPITRE VI – DECLARATIONS FISCALES

I – Dispositions Générales

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur pour ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

II – Dispositions plus spécifiques

Pour autant que ces dispositions pourront trouver application :

A – Droits d'enregistrement

La fusion, intervenant entre deux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, bénéficiera, de plein droit, des dispositions de l'article 816 du Code Général des Impôts.

La formalité sera donc requise sous le bénéfice du seul droit fixe prévu par l'article 816 du Code Général des Impôts, moyennant le paiement d'une somme de 500 euros, le capital de la Société Absorbante étant supérieur à 225.000 euros.

B – Impôt sur les sociétés

Les sociétés soussignées, ès-qualités, déclarent vouloir soumettre la présente fusion au régime prévu par l'article 210 A du Code Général des Impôts.

Les résultats bénéficiaires ou déficitaires produits depuis la date d'effet de la présente fusion, soit le 1^{er} juin 2018, par l'exploitation de la Société Absorbée, seront englobés dans les résultats imposables de la Société Absorbante.

En conséquence, la société IN EXTENSO CENTRE OUEST s'engage :

- A reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la Société Absorbée ;
- A se substituer à la Société Absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière (article 210 A-3.b. du Code Général des Impôts) ;
- A calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée (article 210 A-3.b. du Code Général des Impôts) ;
- A porter le montant des plus-values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables sur le registre prévu à l'article 54 septies II du C.G.I. ;
- A réintégrer dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés, dans les conditions fixées par l'article 210 A-3.d. du C.G.I., les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. Toutefois, la cession d'un bien amortissable entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables seront calculés d'après la valeur qui leur aura été attribuée lors de l'apport (article 210 A-3.d. du C.G.I.) ;
- A inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée ;
- A conserver les titres de participation que la Société Absorbée aurait acquis depuis moins de deux ans et pour lesquels elle aurait opté pour le régime prévu par l'article 145 du C.G.I.

Par ailleurs, la présente fusion retenant les valeurs comptables au 31 mai 2018 comme valeur d'apport des éléments de l'actif immobilisé de la Société Absorbée, conformément aux dispositions des instructions administratives du 11 août 1993 (BOI 4 I-1-93), du 3 août 2000 (BOI 4 I-1-2-00) et du 30 décembre 2005 (BOI 4I-1-05), la Société Absorbante reprendra dans ses comptes annuels les écritures comptables de la Société Absorbée en faisant ressortir l'éclatement des valeurs nettes comptables entre la valeur d'origine des éléments d'actif immobilisé et les amortissements et provisions pour dépréciation constatés. Elle continuera, en outre, à calculer les dotations aux amortissements pour la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de la Société Absorbée.

C – TVA sur cession d'universalité de biens

Les représentants de la Société Absorbée et de la Société Absorbante constatent que la fusion emporte apport en société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du C.G.I. issu de l'article 89 de la loi de finances rectificative pour 2005.

Conformément aux dispositions précitées, les livraisons de biens et les prestations de services, intervenant entre redevables de la TVA dans le cadre de la transmission à titre onéreux ou à titre gratuit, ou sous forme d'apport à une société, d'une universalité totale ou partielle de biens, sont dispensées de TVA.

En conséquence, la Société Absorbante est réputée continuer la personne de la Société Absorbée, notamment à raison des régularisations de déductions à effectuer et de certaines particularités d'assiette (taxation sur la marge) concernant la Société Absorbée.

La Société Absorbée peut transférer à la Société Absorbante le crédit de TVA dont elle dispose à la date où elle cesse juridiquement d'exister (D. adm. 3 D-1411 n°73).

D – Opérations antérieures

En outre, la société IN EXTENSO CENTRE OUEST s'engage à reprendre le bénéfice et/ou la charge de tous les engagements d'ordre fiscal qui auraient pu être antérieurement souscrits par la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE à l'occasion d'opérations antérieures ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur en matière de droits d'enregistrement et/ou d'impôt sur les sociétés, ou encore de taxe sur le chiffre d'affaires.

CHAPITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES

I – Formalités

A – La société IN EXTENSO CENTRE OUEST remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports.

B – Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

Elle fera également son affaire personnelle, le cas échéant, des significations devant être faites conformément à l'article 1690 du Code civil aux débiteurs des créances apportées.

C – Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers à elle apportés.

II – Désistement

Le représentant de la Société Absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société, sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la Société Absorbante, aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la Société Absorbée pour quelque cause que ce soit.

III – Remise de titres

Il sera remis à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la Société Absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la justification de la propriété des droits sociaux et tous contrats, archives, pièces, ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

IV – Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST.

V – Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les représentants des sociétés en cause, ès-qualités, élisent domicile en leurs sièges respectifs, indiqués en tête des présentes.

VI – Pouvoirs


Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- Au soussigné, ès-qualité, représentant les sociétés concernées par la fusion, avec faculté d'agir à l'effet, s'il y avait lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- Aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

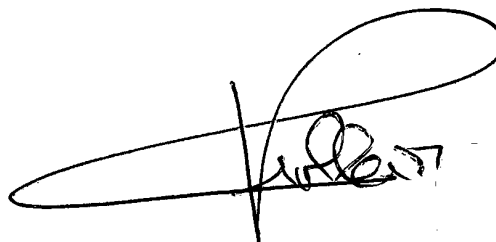
Fait à Cholet

Le 16 novembre 2018

En six exemplaires.



IN EXTENSO CENTRE OUEST
Monsieur Jean-François TROUILLARD



AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE
Monsieur Jean-François TROUILLARD

Liste des annexes

ANNEXE 1 – COMPTES AU 31 MAI 2018 DE LA SOCIETE AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE

ANNEXE 2 – COMPTES AU 31 MAI 2018 DE LA SOCIETE IN EXTENSO CENTRE OUEST

ANNEXE 3 - ETAT DES INSCRIPTIONS DE LA SOCIETE AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT

ANGERS 1

Le 02/01 2019 Dossier 2019 00001593, référence 4904P01 2019A 00205

Enregistrement : 500 € Pénalités : 51 €

Total liquidé : Cinq cent cinquante et un Euro

Montant reçu : Cinq cents Euros

L'Agent administratif des finances publiques

Vincent TAILLANDIER
Agent des Finances Publiques

In Extenso

SASU AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE
ETATS FINANCIERS
Au 31 mai 2018

1 Rue DU MOULIN DE VENDOME
17140 LAGORD

Siret : 43364268300026

Deloitte.

IN EXTENSO CENTRE OUEST 49300 CHOLET
Tel : 02.41.49.10.59 Fax :

COMPTES ANNUELS

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 31/05/2018	Net 31/05/2017
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	7 112	4 695	2 416	3 544
Fonds commercial (1)	492 363		492 363	492 363
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	319 568	272 837	46 731	
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	119 430	96 824	22 607	96 964
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	7 044		7 044	6 962
Prêts				
Autres immobilisations financières	11 605		11 605	11 605
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	957 122	374 356	582 766	611 437
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	471 369	35 583	435 786	378 538
Autres créances	76 284		76 284	26 792
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	300 000		300 000	430 000
Disponibilités	723 156		723 156	123 538
Charges constatées d'avance (3)	25 571		25 571	27 542
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 596 380	35 583	1 560 797	986 410
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	2 553 502	409 939	2 143 563	1 597 847
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

	31/05/2018	31/05/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital	100 000	100 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	10 000	10 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	387 454	375 056
Report à nouveau	-8 547	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	428 044	462 398
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	916 950	947 454
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	10 260	
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	10 260	
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	203 680	1 325
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	350 513	26 695
Dettes fiscales et sociales	285 618	315 148
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 221	2 036
Produits constatés d'avance	375 320	305 190
TOTAL DETTES (1)	1 216 352	650 393
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	2 143 563	1 597 847

(1) Dont à plus d'un an (a)

650 393

(1) Dont à moins d'un an (a)

1 216 352

(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque

(3) Dont emprunts participatifs

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

COMPTE DE RESULTAT

	France	Exportations	31/05/2018	31/05/2017
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	383		383	448
Production vendue (biens)	52 537		52 537	52 067
Production vendue (services)	2 310 633		2 310 633	1 645 693
Chiffre d'affaires net	2 363 553		2 363 553	1 698 208
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1 233	
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			16 907	17 339
Autres produits			41	204
Total produits d'exploitation (I)			2 381 734	1 715 751
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			55	
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			737 793	400 147
Impôts, taxes et versements assimilés			43 167	12 567
Salaires et traitements			621 823	438 383
Charges sociales			223 840	158 368
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			25 616	21 111
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			7 004	5 310
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			1 713	
Autres charges			95 665	17 582
Total charges d'exploitation (II)			1 756 676	1 053 468
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			625 058	662 283
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			12 786	14 795
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			12 786	14 795
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			42	1 325
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			42	1 325
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			12 744	13 470
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			637 801	675 753

COMPTE DE RESULTAT

	31/05/2018	31/05/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 468	
Sur opérations en capital		5 213
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	2 468	5 213
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	230	
Sur opérations en capital	463	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	14 566	
Total charges exceptionnelles (VIII)	15 259	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-12 791	5 213
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	196 967	218 568
Total des produits (I+III+V+VII)	2 396 988	1 735 759
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	1 968 944	1 273 361
BENEFICE OU PERTE	428 044	462 398
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	1 358	
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	2 457	
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de la société : SASU AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/05/2018, dont le total est de 2 143 563 euros
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice de 428 044 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/06/2017 au 31/05/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 26/06/2018 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/05/2018 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Travaux en cours clients:

Les travaux en cours à la clôture de l'exercice sont traités au prix de vente avec prise en compte des bonis et des malis et en retenant la méthode de l'avancement.

Ils figurent en "clients factures à établir" lorsqu'il s'agit de travaux à facturer et en "produits constatés d'avance" lorsqu'il s'agit de travaux facturés d'avance.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La provision constituée est basée sur l'antériorité des créances.

Plus précisément, la règle de dépréciation est la suivante :

- 100 % pour les créances dont l'antériorité est supérieure à 18 mois,
- 100 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 12 et 18 mois sauf dérogation de l'associé en charge du dossier,
- 25 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 9 et 12 mois.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le crédit d'impôt compétitivité emploi théorique correspondant aux rémunérations éligibles courues entre le 1er janvier 2018 et la date de clôture a été constaté au titre des créances à recevoir sur l'Etat pour un montant de 13 971 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE théorique comptabilisé à la date de clôture de l'exercice s'élève à 35 823 euros.

Le montant de la créance de CICE définitif au titre de l'année civile 2018 sera constaté sur le prochain exercice et sera imputable sur

REGLES ET METHODES COMPTABLES

l'impôt sur les sociétés dû au titre de ce même exercice.

Le montant imputé au titre de l'année civile 2017 sur l'impôt sur les bénéfices s'élève à 38 020 €. Il a été comptabilisé au débit du compte 444000, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649000 charges de personnel CICE.

In Extenso

SA IN EXTENSO CENTRE OUEST
ETATS FINANCIERS
Au 31 mai 2018

8 Rue Eugène Brémond
49300 CHOLET

Siret : 79204703700017

Deloitte.

IN EXTENSO CENTRE OUEST 49308 CHOLET CEDEX
Tel : 02.41.49.10.59 Fax : 02.41.49.10.50.

COMPTES ANNUELS

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 31/05/2018	Net 31/05/2017
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	19 226	19 226		268
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	182 730	146 457	36 273	3 541
Fonds commercial (1)	37 521 926		37 521 926	37 415 926
Autres immobilisations incorporelles				40 000
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	103 603	101 630	1 973	12 333
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	5 814 798	4 349 986	1 464 811	1 448 989
Immobilisations corporelles en cours	1 446		1 446	28 517
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	4 074 698		4 074 698	3 321 706
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	482		482	687
Prêts				
Autres immobilisations financières	381 262		381 262	424 226
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	48 100 171	4 617 299	43 482 872	42 696 193
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	18 613 194	1 690 506	16 922 689	17 550 016
Autres créances	2 527 642		2 527 642	2 553 575
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				60 000
Disponibilités	5 377 328		5 377 328	3 409 048
Charges constatées d'avance (3)	347 332		347 332	431 492
TOTAL ACTIF CIRCULANT	26 865 496	1 690 506	25 174 991	24 004 130
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	74 965 667	6 307 805	68 657 862	66 700 324
(1) Dont droit au bail			50 000	50 000
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			127 160	296 424

BILAN PASSIF

	31/05/2018	31/05/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital	27 282 606	27 282 606
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 672 939	1 382 169
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	739 682	537 919
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	2 197 015	1 258 002
Report à nouveau	93 091	76 938
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	4 436 545	4 035 247
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	36 421 878	34 572 882
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	69 688	30 000
Provisions pour charges	517 998	518 735
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	587 686	548 735
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	9 350 198	10 067 541
Emprunts et dettes financières diverses (3)	352 630	352 403
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 500 438	2 082 146
Dettes fiscales et sociales	9 891 133	10 100 085
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		13 420
Autres dettes	386 791	185 646
Produits constatés d'avance	9 167 109	8 777 465
TOTAL DETTES (1)	31 648 298	31 578 707
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	68 657 862	66 700 324
(1) Dont à plus d'un an (a)	7 464 946	8 658 140
(1) Dont à moins d'un an (a)	24 183 352	22 920 567
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

COMPTE DE RESULTAT

	France	Exportations	31/05/2018	31/05/2017
Produits d'exploitation (I)				
Ventes de marchandises	-2 542		-2 542	765
Production vendue (biens)	172 996		172 996	216 774
Production vendue (services)	50 580 598		50 580 598	50 749 112
Chiffre d'affaires net	50 751 052		50 751 052	50 966 651
Production stockée			-68 500	
Production immobilisée				31 736
Subventions d'exploitation			15 167	23 195
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			951 245	813 015
Autres produits			661	3 941
Total produits d'exploitation (I)			51 649 625	51 838 538
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			172	19 038
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			13 496 674	14 013 282
Impôts, taxes et versements assimilés			1 697 015	1 686 947
Salaires et traitements			19 369 293	19 274 635
Charges sociales			7 026 593	6 810 685
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			523 691	520 603
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			434 933	483 478
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			118 096	
Autres charges			3 318 980	3 130 259
Total charges d'exploitation (II)			45 985 447	45 938 927
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			5 664 178	5 899 611
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			544 897	330 420
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			11 314	19 739
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				653
Total produits financiers (V)			556 211	350 812
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			214 195	297 545
Différences négatives de change				6
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			214 195	297 551
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			342 015	53 261
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			6 006 194	5 952 871

COMPTE DE RESULTAT

	31/05/2018	31/05/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	35 486	60 909
Sur opérations en capital	20 267	407 261
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	4 500	7 898
Total produits exceptionnels (VII)	60 253	476 068
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	185 845	8 312
Sur opérations en capital	59 807	426 062
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 842	3 199
Total charges exceptionnelles (VIII)	253 493	437 573
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-193 240	38 495
Participation des salariés aux résultats (IX)	305 000	375 151
Impôts sur les bénéfices (X)	1 071 408	1 580 969
Total des produits (I+III+V+VII)	52 266 089	52 665 418
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	47 829 543	48 630 171
BENEFICE OU PERTE	4 436 545	4 035 247
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	151 283	124 848
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs	620	19 365
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		7 358
(3) Dont produits concernant les entités liées	552 812	339 420
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	7 168	47 396

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de la société : SA IN EXTENSO CENTRE OUEST

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/05/2018, dont le total est de 68 657 862 euros
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 4 436 545 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/06/2017 au 31/05/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 02/07/2018 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/05/2018 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les travaux en cours à la clôture de l'exercice sont traités au prix de vente avec prise en compte des bonis et des malis et en retenant la méthode de l'avancement.

Ils figurent en "factures à établir clients" lorsqu'il s'agit de travaux à facturer et en "Produits constatés d'avance clients" lorsqu'il s'agit de travaux facturés d'avance.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La provision constituée est basée sur l'antériorité des créances.

Plus précisément, la règle de dépréciation est la suivante :

- 100 % pour les créances dont l'antériorité est supérieure à 18 mois,
- 100 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 12 et 18 mois sauf dérogation de l'associé en charge du dossier,
- 25 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 9 et 12 mois.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le crédit d'impôt compétitivité emploi théorique correspondant aux rémunérations éligibles courues entre le 1er janvier 2018 et la date de clôture a été constaté au titre des créances à recevoir sur l'Etat pour un montant de 331 994 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE théorique comptabilisé à la date de clôture de l'exercice s'élève à 881 531 euros.

Le montant de la créance de CICE définitif au titre de l'année civile 2018 sera constaté sur le prochain exercice et sera imputable sur

REGLES ET METHODES COMPTABLES

l'impôt sur les sociétés dû au titre de ce même exercice.

Le montant imputé au titre de l'année 2017 (correspondant à l'année civile 2017) sur l'impôt sur les bénéfices s'élève à 956938 euros. Il a été comptabilisé au débit du compte 444 000.

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE
Société par actions simplifiée
8 rue Eugène Bremond

49300 Cholet

ACTIVITE

Référence 433 642 683 (2017 B 1384)

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : IN EXTENSO CENTRE OUEST

ETATS DES INSCRIPTIONS DE PRIVILEGE DE VENDEUR, DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT SUR FONDS DE COMMERCE OU SUR FONDS ARTISANAL, DES CLAUSES D'INALIENABILITE, DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT DE L'OUTILLAGE ET DU MATERIEL D'EQUIPEMENT, DES WARRANTS	NEANT
ETAT DES INSCRIPTIONS DES PRETS ET DELAIS (ART. L. 621-32/III/3e DU CODE DE COMMERCE ET DE L'ARTICLE 60 DU DECRET DU 27 DECEMBRE 1985)	NEANT
ETAT DES INSCRIPTIONS DU GAGE DES STOCKS (DECRET N° 2006-1803 DU 23 DECEMBRE 2006)	NEANT
ETAT DES DECLARATIONS DE CREANCE EN SUITE D'APPORT (ARTICLE 7 DE LA LOI DU 17 MARS 1909)	NEANT
ETAT DES INSCRIPTIONS DES PRIVILEGES GENERAUX DE LA SECURITE SOCIALE ET DES REGIMES COMPLEMENTAIRES (ARTICLES L 243-4, L 243-5, R 243-46 A 58 ET R 612-5 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE)	NEANT
ETAT DES INSCRIPTIONS DE PRIVILEGE DU TRESOR (ARTICLES 1920 A 1929 SEPTIES DU CODE GENERAL DES IMPOTS ET ANNEXE II ARTICLE 396 BIS)	NEANT
ETAT DES INSCRIPTIONS RELATIF A LA PUBLICATION DES CONTRATS DE CREDIT BAIL OU DE LEASING EN MATIERE MOBILIERE (LOI DU 2 JUILLET 1966 ET DECRET DU 4 JUILLET 1972)	NEANT
ETAT DES INSCRIPTIONS RELATIF A LA PUBLICATION DES CONTRATS DE LOCATION OU DES CONTRATS DE VENTE ASSORTIS D'UNE CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE (ART. L. 62-116 DU CODE DE COMMERCE ET DECRET DU 27 DECEMBRE 1985)	NEANT
EXTRAIT DU REGISTRE DES PROTETS RELEVES DANS LE DELAI IMPARTI PAR L'ARTICLE L.511-57 DU CODE DE COMMERCE DECRET DU 30 OCTOBRE 1935 MODIFIE PAR LA LOI DU 30 DECEMBRE 1991 N° 91-1382, DECRET DU 22 MAI 1992 N° 92-456	NEANT

COUT HT : 37.05 EUR

POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS A CE JOUR
Délivré le 14/11/2018 à 12:01. LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS

ETAT DU CHEF DE : AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE - 8 rue Eugène Bremond--49300 Cholet
DEMANDE PAR : IN EXTENSO CENTRE OUEST



O B S E R V A T I O N S

Le siège de la société (ou le principal établissement de l'entreprise) a été immatriculé au greffe d'ANGERS, suite à transfert en provenance du greffe de la Rochelle.

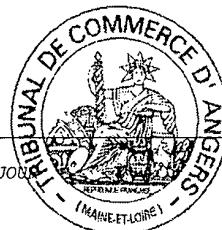
Nous vous invitons à vérifier l'existence d'éventuelles inscriptions prises au greffe de la Rochelle.

L'entreprise a indiqué au greffe d'ANGERS être aussi immatriculée au greffe de la Rochelle.

Nous vous invitons à vérifier l'existence d'éventuelles inscriptions prises à ce greffe.

COUT HT : 37.05 EUR
POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS A CE JOUR
Délivré le 14/11/2018 à 12:01. LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS

ETAT DU CHEF DE : AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE - 8 rue Eugène Bremond--49300 Cholet
DEMANDE PAR : IN EXTENSO CENTRE OUEST



Mat